

Entretien avec Francois-Xavier Donnée¹

Propos recueillis par Vincent Laborderie

Outre-Terre : M. de Donnée, on parle beaucoup de la relation Bruxelles-Wallonie à l'intérieur de la Belgique. En tant qu'ancien bourgmestre de Bruxelles et ancien ministre-président, quelle est votre vision des choses ?

François-Xavier de Donnée : Je pense que Bruxelles doit être une région à part entière. Ceci ne veut pas dire qu'elle doit être identique aux autres, en particulier du fait de son caractère bilingue. Mais elle doit être globalement au même niveau que les autres. Ceci dit, Bruxelles doit garder des liens culturels et opérationnels avec la Wallonie afin de créer une solidarité francophone. Celle-ci n'implique d'ailleurs pas une hostilité à l'égard des Flamands. Bruxelles a aussi besoin des opérateurs économiques flamands. Si la nuit il n'y a que 7 ou 8 % de la population qui est flamande, il ne faut pas oublier que 250 000 Flamands viennent travailler à Bruxelles tous les jours. La culture flamande à Bruxelles est elle aussi bien vivante et active.

Concrètement, on doit poursuivre les synergies entre Bruxelles et la Wallonie, certainement sur le plan culturel, mais aussi au niveau de l'enseignement universitaire. La fédération Wallonie-Bruxelles continue donc à se justifier même si la définition des compétences entre la fédération et les deux régions est à redéfinir.

O.-T. : Côté flamand, la relation avec Bruxelles est plus ambiguë. Celle-ci a-t-elle évolué dans le temps selon vous ?

F.-X. D. : Tout d'abord, il faut dire que les Flamands qui vivent à Bruxelles sont de plus en plus bruxellois. Ce sont des Bruxellois flamands avant d'être des Flamands de Bruxelles. Au niveau de la population, il n'y a aucun problème entre Flamands et Francophones. Au niveau politique, il y a finalement peu de conflits communautaires au sein des institutions bruxelloises. Les oppositions s'exercent plutôt sur le fond, en suivant le clivage gauche-droite, que sur des questions communautaires. Aux dernières élections communales, presque toutes les grandes listes étaient bilingues et cela n'a gêné personne. Les électeurs veulent de bons gestionnaires et ne se soucient pas vraiment de la langue des membres d'une liste. Dans les faits comme au niveau politique, il y a donc peu de problèmes entre Flamands et Francophones à Bruxelles, même s'il peut y avoir des crispations sur tel ou tel point. Celles-ci ne résultent pas d'une mauvaise volonté, même si certains politiciens voudraient le faire croire. Si

1 Membre du Mouvement Réformateur (parti libéral francophone), François-Xavier de Donnée a été bourgmestre (maire) de Bruxelles (1994-2000) puis ministre-président de la région Bruxelles-Capitale (2000-2003). Il est député au Parlement fédéral depuis 2003

l'on prend l'exemple du manque de personnel soignant bilingue à Bruxelles, cela découle directement de la difficulté à trouver du personnel maîtrisant tant le néerlandais que le français et non d'un désintérêt des francophones pour la question.

Vous noterez qu'à Bruxelles le parti flamand le plus important est le parti libéral et non la N-VA². J'ajoute que certains électeurs francophones votent pour des Flamands et vice-versa sans aucune difficulté.

O.-T. : Les institutions intrabruelloises et l'articulation des compétences entre les communes et la région ont souvent fait l'objet de critiques et de débat. Comment voyez-vous les évolutions de ce point de vue ?

F.-X. D. : Il y a actuellement un groupe de travail rassemblant les partis (francophones et néerlandophones) ayant voté la réforme de l'État, qui œuvre à renforcer le pouvoir de la région par rapport aux communes et à supprimer certains blocages. C'est le cas en particulière en matière d'urbanisme, de stationnement et de mobilité et de sécurité. Tout ceci devrait être géré ou en tout cas coordonné au niveau régional. Je pense que l'on évolue lentement vers un système à la parisienne avec des arrondissements. Les communes pourraient se contenter de l'application des politiques régionales et offrir des services de proximité pour lesquels il n'y a pas d'économie d'échelle lorsque l'on fusionne.

O.-T. : Concernant l'avenir de la Belgique, pensez-vous qu'une scission du pays est envisageable ?

F.-X. D. : Non. C'est impossible et impensable. C'est d'abord impossible techniquement, car personne n'a une solution pour Bruxelles. S'il n'y a que peu d'habitants flamands à Bruxelles, 250 000 Flamands viennent y travailler tous les jours. Il y a une telle imbrication des opérateurs économiques et culturels flamands et francophones à Bruxelles que l'on voit mal comment séparer tout cela. Deuxièmement, je pense que c'est aussi impensable parce que l'Europe ne peut pas tolérer cela. S'il y a une sécession unilatérale de la Flandre, Bruxelles et la Wallonie pourraient continuer à constituer la Belgique. La Flandre devrait alors renégocier sa participation à l'Union européenne, à l'euro, à l'OTAN, etc. Je leur souhaite bonne chance. Je crois que si l'on arrive à ces extrémités, l'Europe fera comprendre aux Flamands que ce n'est pas la bonne voie. Et puis il faut voir que le fait que Bruxelles soit capitale de l'Europe a des retombées positives pour tout le monde, même au-delà de la périphérie bruxelloise. Nous sommes dans un petit pays. Pour un investisseur américain ou chinois, s'installer à Anvers, Charleroi ou Liège c'est aussi être proche de la capitale de l'Europe. Personne n'a donc intérêt à se couper de Bruxelles. Enfin il y a tout le problème de la séparation de la dette, pour lequel personne n'a de solution.

2 La Nieuw-Vlaamse Alliantie, ou Alliance néo-flamande. Née de la dislocation de la Volksunie en 2001, elle est devenue, en juin 2010, le parti le mieux représenté (18 %) à la Chambre des représentants.

O.-T. : Cette hypothèse évacuée, que voyez-vous comme scénarios pour la Belgique ?

F.-X. D. : Je pense que l'on va vers un approfondissement du fédéralisme, avec davantage de compétences et d'autonomie pour les communautés et régions, un gouvernement fédéral qui resterait essentiellement un organe de coordination des politiques et de collaboration entre les régions et servirait d'interface avec l'Union européenne. Le gouvernement fédéral devrait aussi avoir d'importantes fonctions en termes de sécurité sociale, de politique étrangère, de gestion de la dette, de collecte de l'impôt, et dans les matières régaliennes de manière générale. Mais il faut voir que pour certaines matières, nous sommes beaucoup moins fédéraux que d'autres pays comme l'Allemagne ou les États-Unis. Il y a encore moyen d'aller plus loin dans la dévolution des compétences. Je pense que les Francophones, au lieu d'être sur la défensive, devraient être offensifs et proposer eux-mêmes une série de transferts de compétences dans le respect du principe de subsidiarité. L'idée étant que les relations entre nous seront bien meilleures une fois que les choses seront claires et que, pour ainsi dire, chacun dormira chez soi avec un toit commun.

O.-T. : Ce n'est pas l'attitude qu'ont eue les Francophones jusqu'à présent...

F.-X. D. : Non, et je crois qu'ils ont tort. Il faut changer d'optique. Le problème est que les Flamands ont « vendu » leurs revendications de telle manière qu'ils ont créé l'illusion, dans l'opinion francophone, que la défédéralisation servait davantage les Flamands que les Wallons. Mais ce n'est pas vrai : les premiers à avoir demandé la fédéralisation, ce fut la FGTB³ wallonne dans les années 1950. Avec une telle présentation, on a oublié que si la compétence est donnée à la Flandre elle l'est aussi à la Wallonie. Les Francophones devraient quitter cette vision frileuse et être décomplexés. On pourrait voir ensemble la liste de ce que l'on peut encore séparer. À la limite, on pourrait même donner les compétences résiduelles aux régions et communautés en ayant *de facto* une forme de confédéralisme qui nous dispenserait de passer par la séparation avant de se remettre ensemble. Le plus simple est de se mettre d'accord sur les compétences qui restent au fédéral, tout en respectant le principe de subsidiarité et la solidarité interpersonnelle. Et tout ce qui n'a pas été donné à l'État fédéral est dévolu aux régions. On serait alors enfin débarrassé de ce problème et l'on pourrait traiter les questions de fond qui sont des questions économiques et sociales.

O.-T. : Votre position n'est pas si éloignée de ce que veut la N-VA ou le CD&V...

F.-X. D. : Non, mais je pense qu'en 2014, nous serons condamnés à gouverner avec la N-VA. Ceci ne pose pas de problème au niveau économique pour mon parti

3 Fédération Générale du Travail de Belgique, aile francophone du syndicat socialiste.

puisque nous avons un programme analogue sur ce point. Ça en pose en revanche un au niveau institutionnel, car nous n'avons pas la même vision de l'avenir de l'État belge. Mais que l'on vienne avec une position offensive plutôt qu'être toujours sur la défensive. D'autant que, on l'a vu, on finit en définitive par lâcher. Par exemple, si Mme Joëlle Milquet n'avait pas été Madame non en 2007, on aurait pu conclure un accord avec le CD&V⁴ et on aurait pu éviter la flambée N-VA. Je pense qu'il s'agit d'une attitude défensive, d'un combat d'arrière-garde qui, à l'arrivée, ne sert pas les intérêts francophones.

Le problème aussi avec cette attitude de blocage, c'est que les Flamands anticipent ce genre de réaction et ont donc tendance à demander beaucoup plus que ce qu'ils veulent obtenir. On se lance alors dans des surenchères verbales et l'on éloigne les communautés au lieu de les rapprocher.

O.-T. : Quelles matières aujourd'hui fédérales pourraient être transférées aux régions ?

F.-X. D. : Je pense notamment que l'on peut aller plus loin en matière de justice. Également en matière de police. Une région comme Bruxelles aurait un immense intérêt à avoir plus d'autonomie pour organiser sa police.

On va beaucoup plus loin là-dessus dans d'autres États fédéraux. Il y a en revanche des matières où cela n'a pas beaucoup de sens de fédéraliser. Je pense aux chemins de fer par exemple.

Il y aurait un inventaire à faire matière par matière et comparer avec ce qui se passe ailleurs et la manière dont la défédéralisation est un succès ou non.

O.-T. : Vous disiez tout à l'heure qu'on ne pourrait pas gouverner sans la N-VA en 2014...

F.-X. D. : En effet je pense qu'ils ne pourront pas se défilier une seconde fois. Sauf si leur score électoral s'écroule en 2014. Mais sinon, même sans progresser, si la N-VA fait un score analogue à 2010, on ne pourra se passer d'eux.

Mais je ne les vois pas véritablement progresser. Toute la question est de savoir si De Wever va impressionner comme bourgmestre. Or un an et demi, c'est un temps très court pour faire des réformes avec des résultats visibles. Reste à savoir s'il va passer cette année et demie sans décevoir.

O.-T. : Cela ne vous fait pas peur de gouverner avec la N-VA ?

F.-X. D. : Non, pour autant que nous ayons un accord raisonnable préalable en matière communautaire. Mais qu'il soit clair que nous ne gouvernerons jamais avec eux si c'est pour liquider la Belgique.

4 Christen-Democratisch en Vlaams (démocrate-chrétien et flamand, CD&V), membre du Parti populaire européen.

O.-T. : Le fait qu'il y ait une grande population étrangère ou d'origine étrangère à Bruxelles, est-ce une donnée qui doit être prise en compte ?

F.-X. D. : C'est le grand défi de l'avenir : la manière dont nous allons cohabiter. Tant les Belges de souche avec ces nouveaux groupes, mais aussi comment ces groupes vont cohabiter entre eux. Car cette immigration est très diverse. Il y a des gens qui viennent du Maroc, de Turquie, du Congo, d'Europe orientale comme occidentale.

Il est clair qu'il y a des tensions dans la population. On a pu s'en apercevoir avec cette histoire ridicule du sapin de Noël de la Grand-Place et tous les mails islamophobes qui ont surgi quand on a eu le malheur de ne pas mettre un bon vieux sapin⁵. Ce problème de cohabitation est surtout ressenti par les femmes. Le documentaire « femmes de rues »⁶ a bien montré que les femmes se font harceler à Bruxelles. Dans certaines écoles les institutrices n'osent plus s'habiller n'importe comment.

La question ce ne sont donc plus vraiment les relations entre Flamands et Francophones.

La Belgique a accueilli à mon sens beaucoup trop d'immigrés peu qualifiés qui ne trouvent pas de travail. Le chômage dans ces populations immigrées, en particulier les jeunes d'origine marocaine, est très élevé. Le manque de qualification se double ici d'une discrimination à l'embauche ce qui rend encore plus difficile l'intégration.

C'est tout le contraire d'une immigration économique ou choisie comme au Canada ou en Australie. En Belgique on n'a quasiment pas de politique d'immigration. La gauche a toujours refusé une politique d'immigration choisie. Le résultat c'est que l'on a à la fois une pénurie de main-d'oeuvre dans certains secteurs et 30-35 % de chômeurs parmi les jeunes d'origine étrangère à Bruxelles.

À mon avis, on aura en 2014 le dernier grand débat institutionnel entre Flamands et Francophones. Après, on se rendra compte que les problèmes sont ailleurs. Car la situation que je vous décris à Bruxelles est la même à Gand et à Anvers. Elle est peut-être encore plus aiguë à Anvers qu'à Bruxelles.

5 Pour les fêtes de fin d'année 2012, le sapin de la Grand-Place de Bruxelles était une construction artificielle, représentant un sapin stylisé. Certains y ont vu une remise en cause de la référence chrétienne.

6 Réalisé par Sofie Peeters, une étudiante en audiovisuel vivant à Bruxelles, ce documentaire filme en caméra cachée la jeune femme se promenant à Bruxelles et enregistre les réactions des hommes qui la croisent. Ce documentaire a eu un grand retentissement en Belgique.